



Fédération Syndicale Unitaire- Allier/. Déclaration préalable au CTSD du 17/11/20.

Le présent CTSD se déroule à nouveau dans la situation particulière d'un confinement sanitaire, qui, cette fois-ci, est ressenti comme un « vrai-faux confinement », les lycées, collèges et écoles continuant à fonctionner ainsi que beaucoup d'autres activités.

Dans ces circonstances, la FSU tient à insister envers Mme la Dasen et l'ensemble du CTSD sur l'un des avis qui a été adopté par l'ensemble des représentants du personnel lors du CHSCTD de ce vendredi 13 novembre :

Compte-tenu de l'écart extraordinaire séparant les chiffres de contaminations à la Covid-19 chez les 0-19 ans donnés par Santé-Publique-France et les chiffres de contamination des élèves donnés par le ministère et les rectorats, aboutissant en Auvergne-Rhône-Alpes à un différentiel de 1 à 24 pour la première semaine de novembre (8920 pour 375 !), le CHSCT-D demande au ministère de l'Éducation nationale, au rectorat et à la DSDEN, conjointement avec les ARS et le ministère de la Santé, d'éclaircir sans délai cette énigme et d'en tirer les conséquences en termes de précautions sanitaires.

La situation sanitaire souligne une urgence en réalité ancienne : celle de l'allègement généralisé des effectifs par classes, et donc de la création des postes nécessaires.

La politique du gouvernement et du ministère continue à se détourner de cette direction nécessaire au moment où l'enjeu devient crucial pour une génération.

De même, les mesures annoncées en matière de rémunération visent avant tout à esquiver la question salariale et la question centrale du point d'indice des personnels de la fonction publique. Des primes dites d'attractivité ne répondent en aucune manière, ni par leur montant ni par leur nature, aux véritables besoins. Rappelons que c'est une perte réelle de 2 mois de salaires en moyenne sur une année que les personnels de l'enseignement public ont subie en 15 ans. Rappelons que depuis maintenant deux décennies, ils se sont équipés en matériel informatique professionnel à leurs frais.

Salaires (et non pas primes), créations de postes, politique sanitaire transparente, et pour tout cela retour à une véritable gestion démocratique et paritaire de la fonction publique par l'abrogation de la loi dite de transformation de celle-ci : telles sont nos revendications les plus pressantes aujourd'hui.